Le Soir
PANORAMA

«L'État carcéral»

Les Etats-Unis qui ne regroupent que 5% de la population du globe enregistrent 25% de ses détenus, alors que dans certains de leurs Etats, les dépenses pour l'internement des enfants sont supérieures à celles effectuées pour leur éducation.

Elizabeth Hinton, professeure adjointe d'histoire et d'études africaines et afro-américaines à l'Université de Harvard, auteure de *De la guerre contre la pauvreté à la guerre sur le crime*, paru chez Harvard University Press en 2016, revient dans *Dissent Magazine* sur une réalité amère de l'ordre néolibéral : «l'Etat carcéral»(*).

Au sens formel, elle y rassemble tous les acteurs de la justice pénale : «Les agents d'application de la loi qui vont de la police veillant au maintien de l'ordre dans les rues aux maréchaux de la cour, avocats, le service de probation et de libération conditionnelle et, bien sûr, les responsables correctionnels.»

Empruntant à Foucault l'idée qu'il se fait du carcéral, elle évoque «un continuum carcéral», «un réseau carcéral» de supervision et de surveillance. Une réalité qu'elle estime indissociable de l'histoire politique globale des Etats-Unis, plus particulièrement des «nombreuses communautés à faible revenu». Sous ce prisme, «les forces de police sont avant tout la représentation de l'Etat dans la vie des pauvres gens de couleur».

Plus largement, «l'Etat carcéral» est un concept qui va toujours comme un gant à l'Etat américain actuel : «Les Etats-Unis sont le plus grand incarcérateur dans le monde. Nous sommes 5% de la population mondiale, mais nous détenons 25% des prisonniers du monde, et le taux d'incarcération des hommes noirs est supérieur à celui de toute la Russie. Il est hors de contrôle. Notre système carcéral est pas uniquement inhumain.»

Cette réalité, bien amère, remonte à loin : «La vitesse à laquelle nous punissons est enracinée dans l'héritage de l'esclavage aux Etats-Unis et dans les Caraïbes.»

La répression carcérale est, par ailleurs, bien ancrée ; c'est une «guerre perpétuelle» qui associe sans l'ombre d'une dissonance démocrates et républicains.

Elizabeth Hinton disculpe ici l'administration Reagan à laquelle la répression est habituellement associée pour la faire remonter à l'époque des droits civiques avec Lyndon Johnson. Ce dernier avait rallié la thèse des scientifiques sociaux les plus racistes, comme Daniel Patrick Moynihan «qui soutient que la pauvreté noire est "une pathologie culturelle", le produit des modèles de comportement et non la résultante de conditions socio-économiques inhumaines».

«Johnson lance la guerre sur la criminalité dans le cadre de sa Grande Société, en tant que complément à la guerre contre la pauvreté. Il voit ces interventions comme des réponses à un même problème.»

Ces interventions associent la carotte et le bâton : «Johnson initie des programmes d'égalité des chances, de formation professionnelle», tout en positionnant des policiers dans les rues pour réprimer «les symptômes de la pauvreté qui se manifestent par le crime».

Hinton qui a, par ailleurs, visité les fichiers centraux de la Maison Blanche de toutes les administrations depuis Kennedy décrit Reagan et Nixon comme étant «très idéologiques».

«En 1970, Nixon commande au procureur général John Mitchell l'élaboration d'un plan directeur à long terme, dix ans, pour les services correctionnels américains. Nixon s'engage à dépenser 500 millions de dollars pour revitaliser le système fédéral et en faire un modèle pour les Etats. La Commission commence à faire des projections de la population carcérale en fonction de ce que représentera la population des jeunes Noirs, la construction des prisons étant prévue en conséquence.»

La population carcérale qui était légèrement supérieure à 200 000 en 1970 passera à environ un demi-million en 1980.

L'incarcération a prévalu sur le traitement du chômage, puisque à partir de 1970, le gouvernement fédéral commence à accorder aux Etats 75% de réduction pour la construction de prisons.

Une sorte de «présomption de culpabilité» à l'endroit de la communauté noire s'installe au milieu des années soixante-dix. Plus grave encore, la stratégie de la guerre contre le crime reposait sur la conviction qu'il convenait de mettre en prison les auteurs de petits délits avant qu'ils n'aillent plus loin et ne commettent de crimes.

Parallèlement, on sollicite les communautés pour la «plus grande participation possible» dans la guerre contre la pauvreté, une idée de l'Economic Opportunity Act qui soutient que les communautés sont plus à même de répondre à leurs propres problèmes que les décideurs politiques et que les subventions devraient être orientées directement vers des organisations locales.

L'Economic Opportunity Act ne fera cependant pas long feu car les Etats et les responsables locaux soutenaient qu'il accordait trop de pouvoirs à des communautés marginalisées. Prenant prétexte du soulèvement de Watts en août 1965, de nombreux décideurs font valoir que la guerre contre la pauvreté par cette voie ne fonctionnait pas.

Il s'ensuit une «incarcération de masse (qui) ne peut pas être réduite à une prolongation d'un régime racial, mais rattachée à quelque chose d'historiquement distinct en ce qu'elle implique la criminalisation de l'espace urbain et la criminalisation des programmes de protection sociale, qui est très spécifique de la fin du XXe siècle et de l'administration Johnson».

Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

Si vous écriviez un chapitre de cette histoire jusqu'à 2016, quels en seraient les principaux thèmes, a-t-il été demandé à Elizabeth Hinton ?

A ses yeux, l'incarcération de masse est profondément impliquée dans les économies informelles qui envahissent les rues de nombreuses villes américaines ; de même qu'elle résulte de l'action des agents correctionnels et des forces de l'ordre.

L'incarcération est, par ailleurs, devenue une source d'évasion fiscale pour les Etats, comme la Californie et la Géorgie, qui dépensent plus d'argent à financer l'incarcération des enfants que leur éducation.

A. B.

(*) *The Origins of the Carceral State*, entretien avec Timothy Shenk, *Dissent Magazine*, 30 août 2016.
https://www.dissentmagazine.org/blog/booked-origins-carceral-state-elizabeth-hinton

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

J'veux la même chose !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

La France espionne l'Algérie. Ouais ! Et même que dans certains cas, elle dispose d'une…

… radioscopie exacte !

Je ne sais pas ce que Sellal a avalé, mais je veux la même chose ! Pas un truc ressemblant. Pas une mixture cousine. Pas un breuvage de la même famille. Pas une pâle imitation ou pis une contrefaçon. Non ! Strictement la même chose. Le truc qu'il a avalé, c'est de la bonne, foi de fumeur de thé invétéré ! D'ailleurs, au lieu de ne s'occuper que d'implantation d'usines de montage de voitures, de téléphones portables, de télés et de machines à laver, nous devrions prioriser des manufactures de production du machin que Sellal a ingurgité juste avant de nous dire que tout allait bien chez nous, et même au-delà du bien ! Vous imaginez si 40 millions d'Algériennes et d'Algériens avaient un accès libre à cette substance miracle, produite ici, M.I.B, Made in Bladi ? La zénitude totale. «Khel'oui !» à crédit pour ceux qui ne pourraient pas s'acheter leur potion cash. Purée ! Les rues du pays seraient alors envahies d'éléphants roses. Des crues emporteraient des habitants du sud du pays en plein été, comme cela s'est produit à Tam, que nous sortirions tous pour fêter ça et remercier la bénédiction divine pour ces merveilleuses inondations. Le Croissant-Rouge serait débordé par l'afflux de nécessiteux en cette rentrée, que nous nous extasierions sur la beauté du graphisme du croissant dessiné sur le drapeau de l'organisme dirigé par Saïda Benhabylès et sur cette chaleur rassurante qui se dégage de ce si beau rouge carmin. Ton voisin de palier parquerait trois moutons sur la terrasse, juste au-dessus de la portion qui surplombe ton appartement – et pas le sien — que tu lui proposerais d'emmener toi-même ses couteaux chez le rémouleur le jour du sacrifice. Moi, j'te le dis ! Des perspectives nouvelles, exaltantes et enivrantes s'offrent aux Algériens. Pourvu juste que Sellal nous refile un peu de son truc. Ou qu'il souffle dans nos narines. Nous nous chargerons du reste : fumer du thé pour rester éveillés à notre cauchemar qui continue.

H. L.